



## Relevé de décisions

**Conseil Municipal du 4 octobre 2017**

Le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni en séance publique le 4 octobre 2017 en Mairie. La présidence était assurée par Madame le Maire, Nicole VAGNIER.

Etaient présents (vingt trois - 23) : M. AURAY Quentin, Mme CHAVEROT Virginie, Mme DABROWSKI Catherine, M. DELHOMME Jean-Pierre, Mme DEYGAS Josyane, M. DURAND Stéphane, Mme FRANCISCO Elvira, Mme GACON Bénédicte, Mme GAUTHIER-BOTTET Martine, M. GONDARD Jean, Mme HOSTACHE Viviane, M. HOSTIN François-Xavier, M. JEANSON Marc, Mme JEANNOT Ana, Mme MECHIN Corinne, M. MIROUX Dominique, Mme PAPIN Catherine, Mme PAPOT Nicole, M. PARISOT Christian, Mme RIFFLART Agnès, Mme SORIN Nathalie, Mme VAGNIER Nicole, M. VIALON Roger

Etaient excusés (représentés par) (six - 6): M BANCEL Jean-Louis (D. MIROUX), M. CHAVOT Hervé (R. VIALON), M. GENAND Hervé (N. PAPOT), M GRIMONET Philippe (C. DABROWSKI), M. LIOTARD Louis (C. PAPIN), Mme SELO Catherine (V. CHAVEROT)

Madame Catherine PAPIN est élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

Date de convocation : 29 septembre 2017

### Approbation du procès-verbal du 26 juin 2017

Madame le Maire précise que les remarques transmises par madame CHAVEROT le 26 septembre seront prises en compte.

Le Conseil municipal, par vingt et une voix (21) pour et sept (7) voix contre (**H. CHAVOT, V CHAVEROT, C DABROWSKI, P. GRIMONET, C. SELO, N. SORIN et R VIALON**) adopte le procès verbal de la séance du 26 juin 2017.

### 1. Convention générale de recomposition foncière entre la commune et l'EPORA

EPORA est un établissement public national à caractère industriel et commercial chargé de missions de service public.

EPORA est compétent en vertu de l'article L312-1 du Code de l'Urbanisme et de son décret constitutif n° 98-923 du 14-10-1998 modifié, pour procéder à toute acquisition foncière et toute opération immobilière et foncière de nature à faciliter l'aménagement.

Il est ainsi habilité à effectuer des études et les travaux nécessaires à leurs accomplissements et le cas échéant à participer à leur financement. L'intervention d'EPORA au bénéfice des collectivités relevant de son périmètre d'intervention, a été précisée dans le cadre de son programme pluriannuel d'intervention 2015-2020, dont les orientations ont été arrêtées par son conseil d'administration en décembre 2014 en retenant quatre axes d'intervention :

- ✓ Développement des activités économiques et recyclage des friches industrielles,
- ✓ Recomposition urbaine et habitat

- ✓ Contribution aux grands projets structurant
- ✓ Participation à la préservation des zones agricoles et des espaces sensibles.

EPORA intervient pour assurer les opérations de reconstitution foncière dans les secteurs stratégiques co-définis avec les collectivités locales, dans le but de livrer dans des délais pouvant aller jusqu'à 10 ans, des unités foncières composant l'épuisement progressif des stocks fonciers. C'est sur ces principes que la commune et EPORA ont décidé de baser leur coopération dont les modalités sont exposées dans la convention ci-jointe.

Au mois de juin 2017, cette convention a déjà été approuvée, à l'unanimité, par notre Conseil uniquement pour le tènement LAURENT.

Il est demandé aux Conseillers d'adopter cette convention et d'autoriser madame le Maire à la signer.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité, adopte la convention générale de reconstitution foncière entre la commune et l'EPORA et autorise madame le Maire à signer cette convention.**

## **2. Autorisation donnée au maire de subdéléguer le droit de préemption que lui avait confié le Conseil municipal (délibération du 22/09/2014)**

Par délibération (D14-73) en date du 22 septembre 2014, le Conseil municipal a décidé de déléguer à Madame le Maire l'exercice du droit de préemption défini au 21° alinéa de l'article L2122-22 du CGCT.

Un bien immobilier situé 1 place de l'Eglise, cadastré BV 21 d'une superficie de 619 m<sup>2</sup> est en vente au prix de 364 000 €.

La municipalité pense qu'il serait intéressant de préempter ce bien dans lequel se trouve un commerce alimentaire. Madame le Maire s'est rapprochée d'EPORA pour une éventuelle préemption du bien. EPORA a répondu favorablement à cette demande.

Afin de rendre possible la préemption par l'EPORA du bien décrit ci-dessus, le Conseil municipal doit autoriser madame le Maire à subdéléguer l'exercice du droit de préemption urbain à l'EPORA pour cette opération.

Arrivée de monsieur Stéphane DURAND.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité, autorise madame le Maire à subdéléguer l'exercice du droit de préemption urbain à l'EPORA pour l'opération concernant le bien immobilier cadastré BV 21.**

## **3. Garantie d'emprunt ERILIA**

Par courriel en date du 5 mai 2017, dans le cadre de l'opération Villa Ruby – située à l'angle de la route Napoléon et la RN7, la société ERILIA nous informe qu'elle réalise une opération de construction de 18 logements locatifs répartis comme suit : 6 T2 – 9 T3 – 3 T4 – 12 garages en sous-sol et places de parking.

Conformément à la réglementation, les emprunts nécessaires à cette opération doivent faire l'objet d'une garantie des collectivités locales.

La Communauté de communes, le Conseil départemental et la commune pourraient garantir ceux-ci à hauteur de : 50 % pour le Département, 25 % pour la Communauté de communes et 25 % pour la commune.

Arrivée de madame Josyane DEYGAS.

Il est demandé aux Conseillers, au titre de la commune de Lentilly de prendre en charge 25 % de la somme globale soit

	Montant	Durée d'amortissement	Taux d'intérêt	Progressivité des annuités	Périodicité des échéances	Modalité de révision	Montant garantie par la commune soit 25%
PLUS	<b>904 519,00</b>	<b>40 ans</b>	<b>1,35%</b>	<b>0,5%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>226 129,75</b>
PLUS FONCIER	<b>534 878,00</b>	<b>60 ans</b>	<b>1,23%</b>	<b>0,5%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>133 719,50</b>
PLAI	<b>312 885,00</b>	<b>40 ans</b>	<b>0,55%</b>	<b>0,5%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>78 221,25</b>
PLAI FONCIER	<b>185 021,00</b>	<b>60 ans</b>	<b>1,23%</b>	<b>0,5%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>46 255,25</b>

**Le Conseil municipal, par vingt sept (27) voix pour et deux (2) abstentions (R. VIALLO et H. CHAVOT), décide de garantir l'emprunt d'un montant de 1 937 303 €, à hauteur de 25 %, soit 484 325.75 € comme suit**

	Montant	Durée d'amortissement	Taux d'intérêt	Progressivité des annuités	Périodicité des échéances	Modalité de révision	Montant garantie par la commune soit 25%
PLUS	<b>904 519,00</b>	<b>40 ans</b>	<b>1,35%</b>	<b>0,5%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>226 129,75</b>
PLUS FONCIER	<b>534 878,00</b>	<b>60 ans</b>	<b>1,23%</b>	<b>0,5%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>133 719,50</b>
PLAI	<b>312 885,00</b>	<b>40 ans</b>	<b>0,55%</b>	<b>0,5%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>78 221,25</b>
PLAI FONCIER	<b>185 021,00</b>	<b>60 ans</b>	<b>1,23%</b>	<b>0,5%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>46 255,25</b>

#### **4. Garantie d'emprunt SCIC Habitat Rhône-Alpes**

Par courrier en date du 31 août 2017, la société SCIC Habitat Rhône Alpes nous informe qu'elle réalise une opération de construction en VEFA de 32 logements (24 PLUS et 8 PLAI) situés résidence les Carolanne sise 147 RN7.

Conformément à la réglementation, les emprunts nécessaires à cette opération doivent faire l'objet d'une garantie des collectivités locales.

La Communauté de communes, le Conseil départemental et la commune pourraient garantir ceux-ci à hauteur de ; 50 % pour le Département, 25 % pour la Communauté de communes et 25 % pour la commune.

Il est demandé aux Conseillers, au titre de la commune de Lentilly de prendre en charge 25 % de la somme globale soit

	Montant	Durée d'amortissement	Taux d'intérêt	Progressivité des annuités	Périodicité des échéances	Modalité de révision	Montant garantie par la commune soit 25%
PLUS	<b>1 287 978,00</b>	<b>40 ans</b>	<b>1,35%</b>	<b>0%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>321 994,50</b>
PLUS FONCIER	<b>897 684,00</b>	<b>60 ans</b>	<b>1,14%</b>	<b>1%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>SR</b>	<b>224 421,00</b>
PLAI	<b>554 892,00</b>	<b>40 ans</b>	<b>0,55%</b>	<b>0%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>138 723,00</b>
PLAI FONCIER	<b>313 078,00</b>	<b>60 ans</b>	<b>1.14%</b>	<b>1%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>SR</b>	<b>78 269,50</b>

**Le Conseil municipal, par vingt sept (27) voix pour et deux (2) abstentions (R. VIALON et H. CHAVOT), décide de garantir l'emprunt d'un montant de 3 053 632 €, à hauteur de 25 %, soit 763 408 € comme suit**

	Montant	Durée d'amortissement	Taux d'intérêt	Progressivité des annuités	Périodicité des échéances	Modalité de révision	Montant garantie par la commune soit 25%
PLUS	<b>1 287 978,00</b>	<b>40 ans</b>	<b>1,35%</b>	<b>0%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>321 994,50</b>
PLUS FONCIER	<b>897 684,00</b>	<b>60 ans</b>	<b>1,14%</b>	<b>1%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>SR</b>	<b>224 421,00</b>
PLAI	<b>554 892,00</b>	<b>40 ans</b>	<b>0,55%</b>	<b>0%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>DL</b>	<b>138 723,00</b>
PLAI FONCIER	<b>313 078,00</b>	<b>60 ans</b>	<b>1.14%</b>	<b>1%</b>	<b>Annuelle</b>	<b>SR</b>	<b>78 269,50</b>

## **5. Personnel**

### **A) Départ à la retraite – achat de deux bons cadeaux**

Le régime juridique applicable aux cadeaux offerts par les communes à leurs agents quittant le service, à l'occasion de leur départ à la retraite, n'a pas encore été déterminé.

Bien que cette qualification varie selon l'analyse qui en est faite par les juridictions, le juge des comptes demande au comptable de disposer d'une délibération de la Collectivité locale décidant de l'octroi de cadeaux aux agents.

Deux agents ont fait valoir leurs droits à la retraite. Il s'agit de madame Jocelyne PAILLASSEUR et de monsieur Pascal GOYON qui ont quitté la collectivité depuis respectivement le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et le 1<sup>er</sup> mars 2017.

Il est demandé au conseil municipal d'octroyer à ces deux agents un « cadeau de départ à la retraite » sous forme de bons d'achat d'une valeur de 500€.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité, décide d'octroyer à madame Jocelyne PAILLASSEUR et à monsieur Pascal GOYON un cadeau de départ à la retraite sous forme de bons d'achat d'une valeur de 500 € pour chacun.**

### **B) Création de postes suite à avancement de grade**

Lors du Conseil municipal du 28 mars 2017, les Conseillers ont décidé de créer des postes afin de nommer des agents par le biais de l'avancement de grade, à hauteur du respect des quotas. A compter du 5 mai 2017, les quotas d'avancement sont supprimés, il est donc proposé au conseil municipal de créer les postes correspondants aux agents qui peuvent y prétendre :

- ✓ 3 postes au grade d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet
- ✓ 1 poste au grade d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet

La nomination des agents suite à un avancement de grade sera applicable après avis favorable de la Commission Administrative Paritaire (CAP). Après la nomination de l'agent dans son nouveau grade, il sera procédé à la suppression du poste de celui-ci après avis du Comité Technique.

Il est donc proposé de créer les postes indiqués ci-dessus, et de supprimer en parallèle le poste actuellement pourvu par l'agent promu.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité, décide**

✓ **de créer :**

- **3 postes au grade d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet**
- **1 poste au grade d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet**

✓ **qu'en parallèle, les postes actuellement pourvus par les agents seront supprimés après nomination.**

**C) Création d'un poste au cadre d'emploi d'adjoint d'animation à temps non complet 31.85h/35h**

Afin de répondre aux besoins du service de l'école maternelle, le nombre d'heures de travail d'un agent titulaire doit être augmenté.

Il est donc demandé au conseil municipal de créer un poste appartenant au cadre d'emploi d'adjoint d'animation à temps non complet 31.85h/35h et de supprimer, après avis du comité technique, le poste d'adjoint d'animation à temps non complet 24h30/35h00.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité, décide de**

- ✓ **créer un poste appartenant au cadre d'emploi d'adjoint d'animation à temps non complet 31.85h/35h**
- ✓ **supprimer, après avis du comité technique, le poste d'adjoint d'animation à temps non complet 24h30/35h00**

**D) Création d'un poste au cadre d'emploi des agents de police municipale (catégorie C) à temps complet**

Le chef de service de Police municipale a fait sa demande de mutation pour la ville de Lyon.

Afin de pouvoir étudier toutes les possibilités pour son remplacement, il est demandé au conseil municipal de créer un poste appartenant au cadre d'emploi des agents de police municipale à temps complet.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité, décide de créer un poste appartenant au cadre d'emploi des agents de police municipale à temps complet.**

**E) Adhésion au service de médecine statutaire et de contrôle (centre de gestion du Rhône) au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

Le CDG69 propose aux collectivités de bénéficier des services d'un médecin agréé pour assurer des visites médicales d'embauche et/ ou des visites médicales de contrôle de la justification des arrêts de travail (contre-visites) et/ ou des expertises médicales préalables à l'octroi ou à la prolongation d'un temps partiel thérapeutique et/ ou des expertises préalables à la saisine de la commission de réforme pour avis sur l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle, la consolidation de cet accident ou maladie ou l'aptitude de l'agent concerné, ainsi

que de conseils aux employeurs en matière de lutte contre l'absentéisme.

Ce service est accessible contre une cotisation annuelle s'élevant à 0.025% de la masse salariale de l'effectif total pour les collectivités affiliées (hors régime indemnitaire des fonctionnaires et charges patronales). En contrepartie, la collectivité bénéficie d'un droit de tirage lui permettant de faire réaliser un nombre de visites d'embauche et/ ou de contrôle de la justification des arrêts, dans la limite de 8% de son effectif total permanent.

Ce service permettrait à la collectivité d'être en contact direct avec un médecin agréé expérimenté en matière de contrôle médical et sensibilisé aux enjeux de la politique RH des employeurs publics comme à ceux liés à la santé au travail.

La cotisation 2018 s'élèverait à environ 310 €.

Il est proposé aux Conseillers d'adhérer au service de médecine statutaire et de contrôle à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Le Conseil municipal, par vingt et une (21) voix pour et huit (8) abstentions (H. CHAVOT, V CHAVEROT, C DABROWSKI, S. DURAND, P. GRIMONET, C. SELO, N. SORIN et R VIALON)**

- ✓ décide d'adhérer au service de médecine statutaire et de contrôle à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- ✓ autorise madame le Maire à signer la convention et tout document s'y rapportant

## **6. Vente du bien immobilier situé 11 place de l'Eglise (Jean GONDARD)**

La délibération du 26 juin 2017 avait décidé de confier au Maire la recherche d'un acheteur pour l'appartement situé 11 place de l'Eglise.

Une publicité a été effectuée par affichage et de plus placée sur le site du bon coin et le site municipal.

Le critère unique de vente, déterminé par le Conseil municipal était : vente au plus offrant.

Le service des Domaines a estimé ce bien à 102 000 €.

Plusieurs candidats se sont manifestés, et le plus offrant, Monsieur BERTHIER a proposé la somme de 102 550 €.

Conformément à la délibération numéro D17-55 du 26 juin 2017, il est proposé de :

- ✓ vendre à monsieur Marc Eric BERTHIER ce bien immobilier composé d'un appartement de 42 m<sup>2</sup> avec 9 m<sup>2</sup> de combles, une cave et une place de stationnement)
- ✓ de fixer le prix de vente à 102 550 €, les frais d'acte étant en sus,
- ✓ d'autoriser Madame le Maire à signer tout document relatif à cette transaction, dont le compromis de vente et l'acte définitif de vente à intervenir.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité, décide de**

- ✓ vendre à monsieur Marc Eric BERTHIER ce bien immobilier composé d'un appartement de 42 m<sup>2</sup> avec 9 m<sup>2</sup> de combles, une cave et une place de stationnement)
- ✓ fixer le prix de vente à 102 550 € net vendeur, les frais d'acte étant en sus et à la charge de l'acquéreur,

- ✓ autoriser Madame le Maire à signer tout document relatif à cette transaction, dont le compromis de vente et l'acte définitif de vente à intervenir.

## **7. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat (Nicole VAGNIER)**

Synthèse de la loi du 2 août 2015 (modifiée par différentes lois successives et divers décrets)

### **A) Le droit de préemption commercial**

Le droit de préemption commercial a été mis en place pour permettre à une collectivité territoriale de se substituer à un acquéreur lors de la vente d'un bien en vue de maintenir la diversité des commerces et de l'artisanat

Le droit de préemption s'exerce donc à l'occasion des ventes des fonds artisanaux, des fonds de commerces, des baux commerciaux, mais également des terrains portant ou destinés à porter des commerces ou des ensembles commerciaux d'une surface de vente entre 3 000 et 10 000 m<sup>2</sup>.

### **B) Délimitation du périmètre**

Lorsqu'une commune décide d'instituer le droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux, elle doit soumettre pour avis son projet de délibération à la chambre de commerce et d'industrie ainsi qu'à la chambre des métiers et de l'artisanat.

Ce projet doit être accompagné d'un projet de plan délimitant le ou les périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et un rapport. Les deux chambres doivent faire part de leurs observations dans un délai de deux mois.

Une fois approuvée, la délibération devra être affichée en mairie et insérée dans deux journaux d'annonces légales.

### **C) Mise en œuvre du droit de préemption communal**

A l'intérieur du périmètre de sauvegarde, chaque cédant doit, sous peine de nullité, effectuer auprès de la commune une déclaration préalable de cession

Cette déclaration doit préciser :

- ✓ le prix
- ✓ les conditions de la cession du fonds ou du bail.
- ✓ l'activité de l'acquéreur pressenti,
- ✓ le nombre de salariés du cédant et la nature de leur contrat de travail.

A cette déclaration doit être joint le bail et le chiffre d'affaires précisant si la cession porte sur un fonds ou un bail. Le titulaire du droit de préemption pourra ainsi prendre sa décision de préempter en toute connaissance de cause.

### **La loi indique que le défaut de déclaration entraîne la nullité de la vente**

En ce qui concerne la vente d'un terrain, si celui-ci est situé également en zone de droit de préemption urbain ou en ZAD, la déclaration est faite sur le formulaire de la DIA de droit commun, dans le cas contraire, le formulaire spécifique doit être utilisé.

La commune dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de la déclaration préalable pour notifier soit sa décision d'acquérir aux prix et conditions indiqués dans la

déclaration préalable, soit son offre d'acquiescer aux prix et conditions fixés par l'autorité judiciaire, soit sa décision de renoncer à l'exercice du droit de préemption.

En cas de désaccord sur le prix et les conditions de vente, la commune peut, dans les 2 mois de la réception de la déclaration préalable, saisir le juge de l'expropriation.

Pour les terrains, l'évaluation est plus simple, elle se réfère aux données immobilières classiques. Copie de la déclaration préalable doit être adressée, dès sa réception, par le maire aux services des Domaines en lui précisant si cette transmission vaut demande d'avis

La consultation du service des Domaines est obligatoire, avant acquisition, pour les ventes de fonds de commerce d'un montant supérieur à 75 000 € (y compris par voie de préemption). Pour les baux, le seuil est de 12 000 euros. Rien n'est prévu pour les fonds artisanaux.

#### **D) Rétrocession du fonds ou du bail préempté dans un délai de deux ans**

Dans un **délai de deux ans** à compter de la cession, la commune doit trouver un repreneur, commerçant ou artisan en vue d'une exploitation destinée à préserver la diversité de l'appareil commercial.

Dans le cas de terrains préemptés, il s'agira de disposer d'un projet commercial alternatif favorable au commerce de proximité.

Si la rétrocession n'est pas intervenue à l'expiration du **délai de 2 ans** à compter de la prise d'effet de l'acquisition par le titulaire du droit de préemption, **l'acquéreur évincé**, dans le cas où son identité a été mentionnée dans la déclaration préalable, bénéficie d'un **droit de priorité d'acquisition**.

En ce qui concerne le territoire de Lentilly, un rapport concernant l'instauration d'un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité a été effectué.

Ce rapport a été transmis à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Rhône, ainsi qu'à la CCI de Lyon Métropole afin de recueillir leur avis.

Ces deux organismes ont émis un avis favorable à l'instauration d'un périmètre de sauvegarde.

Il est proposé aux Conseillers de décider d'instaurer un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat.

Il est proposé de retirer du périmètre de sauvegarde le secteur de la zone d'activités.

**Le Conseil municipal, par vingt (20) voix pour, sept (7) voix contre (H. CHAVOT, V CHAVEROT, C DABROWSKI, P. GRIMONET, C. SELO, N. SORIN et R VIALLO) et deux (2) abstentions (Q. AURAY et S. DURAND), décide d'instaurer un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat.**

## **8. Changement de membres de deux commissions municipales (Agnès RIFFLART)**

Suite à l'arrivée au sein du Conseil municipal de Madame Catherine SELO, nous l'avons interrogée afin de connaître ses souhaits d'intégrer la commission municipale de son choix.

Par retour, Madame Catherine SELO nous a fait part de son choix pour la Commission



Cadre de Vie.

Proposition :

Madame Catherine SELO intégrerait la Commission Cadre de Vie en lieu et place de Madame Virginie CHAVEROT. Madame Virginie CHAVEROT intégrerait la Commission Culture en lieu et place de Madame Muriel DAS NEVES.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité, accepte la proposition ci-dessus.**

## **9. Rapport de la CLECT (Nicole PAPOT)**

Par délibération en date du 16 février 2017, la Communauté de communes a fixé la composition et le règlement intérieur de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

Par délibération en date du 28 mars 2017, le Conseil municipal a désigné les représentants de la commune à cette Commission.

La loi NOTRe a transféré au 1<sup>er</sup> janvier 2017 la compétence relative aux zones d'activités économiques aux Communautés de communes.

La CLECT a procédé, lors d'une réunion, à l'évaluation des charges transférées relatives aux zones d'activités économiques suivantes :

- ✓ Zone du Cornu – FLEURIEUX sur L'ARBRESLE
- ✓ Zone de la Mine – SAINT PIERRE LA PALUD
- ✓ Zone des Roches – COURZIEU

Le rapport de la CLECT, qui a suivi cette réunion, a été adopté à l'unanimité par le Conseil communautaire le 30 août 2017. Il appartient maintenant à chaque commune membre d'approuver ce rapport.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité, adopte le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) tel qu'adopté par le Conseil communautaire le 30 août 2017.**

## **10. Information sur le Contrat de Mixité Sociale.**

Madame le Maire rappelle que lors du Conseil municipal du 26 juin, les Conseillers avaient approuvé le Contrat de Mixité Sociale. Il avait été indiqué que des modifications seraient apportées à ce contrat. Après plusieurs contacts avec la DDT, le projet de contrat vient d'être finalisé et est conforme aux souhaits de la collectivité et est en accord avec le PADD du PLU.

Ce contrat sera signé cette fin de semaine.

## **11. Décisions prises dans le cadre de l'article 2122-22 du CGCT.**

- ✓ **Marché pour l'entretien des vitres des bâtiments communaux**
  - ↳ 2 candidats
  - ↳ Entreprise retenue : COROM
  - ↳ 4 722 € TTC par intervention 3 fois par an

↳ Marché pour 3 ans  
↳ Bâtiments concernés : mairie – la passerelle – le périscolaire – le poste de PM – les locaux de l'Amicale Laïque rue de la Mairie – maison des Associations – maison de la Petite Enfance – écoles publiques – restaurant scolaire – la chapelle – le club de l'amitié – le CTM – le gymnase Jacques Cœur – la salle D Rebillard – le CA – le club house/secteur Jeunes.

✓ **Marché pour l'entretien des bâtiments communaux**

↳ 2 candidats

↳ Entreprise retenue : COROM

↳ 3 630 € TTC/mois

↳ Marché pour 3 ans

↳ Bâtiments concernés : gymnase Jacques Cœur (gymnase 2 fois/semaine – hall et vestiaires 5 fois/semaine) – salle D Rebillard (2 fois par semaine) – CA (2 fois par semaine) – club house/secteur jeunes (1 fois par semaine) – club de l'amitié (1 fois par semaine) – la passerelle (2 fois par semaine et salle de spectacle 2 fois par mois)

✓ **Vol de câbles par un groupe de Roumains**

Les voleurs sont actuellement en prison, mais les dommages et intérêts font l'objet d'un recours.

✓ **Centre bourg**

Une réunion publique a eu lieu le lundi 2 octobre à 19h00 à la Passerelle

Le Conseil municipal est clos à 22h30

*Les présentes délibérations peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'Etat dans le département, et de leur publication.*

Fait à Lentilly, le 5 octobre 2017

Le Maire,  
Nicole VAGNIER

05/10/2017